

TRIBUNES

GROUPE SOCIALISTE ET APPARENTÉS

RÉMI FÉRAUD, PRÉSIDENT DU GROUPE

Pour un espace public sans mégots

Sur proposition des élus socialistes, le Conseil de Paris a adopté à l'unanimité une délibération pour expérimenter des rues sans mégots dans chaque arrondissement. C'est une initiative utile pour faire reculer le fléau des mégots jetés dans nos rues. À Paris, 350 tonnes en sont en effet ramassées chaque année sur l'espace public, soit 10 millions par jour ! La nuisance causée par ces déchets est bien sûr visuelle, financière par le coût qu'engendre le nettoyage, mais aussi écologique puisqu'un seul mégot pollue 500 litres d'eau à cause des 2500 substances chimiques qu'il contient et mettra plus d'un quart de siècle à se dégrader.

Depuis 2012, des dispositions ont été prises pour inciter les fumeurs à jeter leur mégot dans les corbeilles de rue, toutes munies d'éteignoir, et les contrevenants sont désormais passibles d'une amende de 68 euros.

Si ces mesures sont nécessaires pour faire changer les comportements, elles doivent être renforcées par des campagnes de communication à destination des riverains, commerçants, étudiants qui s'engageront, dans les rues sans mégots de la capitale, à respecter de bonnes pratiques. Des cendriers de poche seront largement distribués aux habitants et aux usagers. L'accent sera également mis sur le recyclage des mégots, encore embryonnaire en France. Enfin, à l'aide d'associations partenaires, des campagnes de prévention du tabagisme seront proposées.

Anne Hidalgo a aussi demandé au gouvernement qu'un éco-organisme du tabac soit mis en place, permettant aux cigarettiers de prendre en charge le coût énorme que représentent ces déchets pour les collectivités, selon le principe du pollueur-payeur.

La lutte contre les incivilités constitue une priorité de notre municipalité. En supprimant l'habitude encore trop souvent répandue de jeter son mégot dans la rue, les fumeurs contribueront à rendre la ville plus agréable et moins polluée, et l'espace public plus apaisé. Ensemble, nous devons y parvenir.

> Retrouvez-nous sur Twitter et Facebook @ElusPSParis

> Site internet : www.groupe-ps.paris

GROUPE UDI-MODEM

ÉRIC AZIÈRE, PRÉSIDENT DU GROUPE

Réinventons le périphérique à l'heure du Grand Paris

Décrié comme une fracture urbaine tant visuelle que symbolique, pointé du doigt comme une source majeure de pollution atmosphérique et sonore pour les riverains, accusé d'enfermer Paris dans ses frontières et de freiner l'élan métropolitain de la capitale... Si le constat sur le boulevard périphérique est aujourd'hui largement partagé, les réponses à apporter restent, elles, à définir. La question de la métamorphose du périphérique n'est pas nouvelle – territoires, élus, urbanistes, architectes, paysagistes et autres bureaux d'études s'en sont déjà saisi – et ne peut se satisfaire de projets de suppression fantasques ou autres solutions toutes faites. Elle appelle au contraire une réponse collective, coordonnée et nuancée pour réinventer cet objet urbain monumental et répondre

aux enjeux des métropoles de demain, au développement des nouvelles mobilités et aux préoccupations environnementales et sanitaires croissantes.

Pour cela, l'échelon parisien ne suffit plus : depuis 2001, la Conférence métropolitaine a ouvert le dialogue entre Paris et ses 29 communes limitrophes, introduisant une rupture fondamentale avec la vision parisiano-centrée qui prévalait jusqu'alors. Il est clair aujourd'hui que la concertation sur le périphérique ne peut se faire qu'à une échelle plus large, dont le périmètre et la gouvernance restent à définir. Il ne faut plus raisonner en termes de centre et de périphérie(s), mais introduire l'idée de nouvelles centralités, de nouvelles passerelles de part et d'autre du périphérique.

Il reste des divergences quant au degré de mutation qu'il faut apporter au périphérique et au nouveau visage que pourrait prendre cet anneau autoroutier. Cependant, le Conseil de Paris est unanime pour dire que l'heure de sa transformation a sonné. Une transformation qui offre une réelle opportunité, à l'heure du Grand Paris, de repenser l'espace métropolitain dans une logique d'aménagement polycentrique.

GROUPE LES RÉPUBLICAINS ET INDÉPENDANTS

FLORENCE BERTHOUT, PRÉSIDENTE DU GROUPE

Police municipale : quelle réalité après les annonces ?

La mise en place d'une police municipale est attendue par l'immense majorité des Parisiennes et des Parisiens. Et les chiffres leur donnent raison : 800 crimes et délits sont commis chaque jour à Paris, 20 % de plus entre 2012 et 2017.

La création d'une police municipale est d'autant plus indispensable que la police nationale est de plus en plus mobilisée par la lutte contre le terrorisme, la protection des grands événements et l'encadrement des manifestations. La baisse des effectifs de police aggrave cette situation, avec la disparition de l'équivalent d'un commissariat depuis 2014, soit 270 policiers en moins à Paris.

Une fois de plus, en novembre dernier, notre groupe déposait une proposition concrète et financée pour mettre en place une véritable police municipale : une Académie de la Police municipale parisienne pour former les agents pendant six mois avec un stage d'un an à l'exercice de missions clairement définies et au maniement des armes pour les protéger, avec un dispositif renforcé de vidéoprotection.

Hélas, la police municipale annoncée par la Maire de Paris est d'une tout autre nature, puisqu'elle a catégoriquement refusé que le gouvernement modifie la loi qui, depuis Napoléon, confie les pouvoirs de police au seul Préfet de Police. Autrement dit, la police municipale annoncée à grand renfort de communication ne fera ni plus ni moins que ce que fait l'actuelle brigade de lutte contre les incivilités : pas de contrôle d'identité des auteurs de petits trafics, pas d'accès au fichier des permis pour contrôler les conducteurs qui ne respectent pas les zones 30 dans Paris, etc.

La grandeur de la politique est de dire ce qu'on va faire et de faire ce qu'on a promis d'engager. Tout le contraire du parti-pris de la réforme présentée, après le revirement de l'exécutif municipal.

> Retrouver le détail de nos propositions sur notre site internet : grouperli.paris

TRIBUNES

GROUPE COMMUNISTE - FRONT DE GAUCHE

NICOLAS BONNET-OUALDJI, PRÉSIDENT DU GROUPE

Police municipale à Paris : pour nous c'est non

La sécurité des Parisien.ne.s est une chose trop importante pour que l'on prenne des décisions hâtives sans réelle concertation. Paris dispose d'instruments pour répondre aux besoins légitimes de sécurité des Parisien.ne.s, instruments qu'il faut améliorer et approfondir, coordonner. Les plaintes concernent les cambriolages, les incivilités, les agressions à caractère raciste, antisémite et homophobe, le harcèlement de rue, les nuisances sonores et de la cohabitation difficile des différents moyens de mobilité dans l'espace public. En quoi, sur nombre de ces sujets, la création d'une police municipale va changer les choses ? Ce sont plus de policiers nationaux qu'il faut pour Paris.

La police municipale n'était pas dans le contrat de mandature de la majorité, pas plus qu'elle ne figurait dans la lettre de mission des adjoints successives en charge de la sécurité.

La création d'une police municipale aurait pour conséquence une diminution de la présence de la police nationale dans notre ville : baisse des effectifs et diminution du nombre de commissariats. Elle engendrerait mécaniquement une augmentation des dépenses à la charge des Parisien.ne.s qui paieraient deux fois pour un service dont on n'est pas certain de l'efficacité.

Cet argent, ce sera cela de moins pour les politiques de préventions et de médiations, par exemple. Or le cœur de nos obligations et l'essence d'une politique de gauche en matière de sécurité, c'est la prévention, l'éducation et la protection des mineur.e.s. De plus, l'objectif de tous les gouvernements depuis Sarkozy jusqu'à Macron est de transférer des charges supplémentaires aux collectivités sans les compenser.

Mobilisons-nous pour que Paris bénéficie, du fait de son statut, de sa réalité démographique et des particularités qui lui sont attachées, d'une forte présence de la police nationale ; mais ne faisons pas croire que la création d'une police municipale va régler tous les problèmes. Pour toutes ces raisons, pour nous, la police municipale à Paris, c'est non.

GROUPE ÉCOLOGISTES DE PARIS

DAVID BELLARD, PRÉSIDENT DU GROUPE

La police municipale n'est pas gage de sécurité

Entre incivilités, agressions sexistes et LGBTphobes, nuisances sonores, trottoirs malpropres et encombrés de trottinettes et de scooters, il nous faut agir. En renforçant la coordination des agent.e.s de la Ville déjà assermenté.e.s. Et aussi en apportant une réponse plus équilibrée entre la sanction et la prévention. Agir sur les causes des violences du quotidien, à l'école, dans les rues, dans la prise en charge des usager.ère.s de drogue et l'hébergement des personnes migrantes...

Cette vision, qui allie sanction et prévention, n'a pas été entendue. En décidant seule de créer une police municipale, Anne Hidalgo a choisi le tout sécuritaire et tout répressif. Cette police municipale à venir sera inutile et probablement contre-productive. Elle va coûter cher à la Ville qui, pour équilibrer

son budget, devra couper dans d'autres dépenses. Quels investissements, quelles dépenses sociales seront diminués pour financer ces nouveaux.elles agent.e.s ? Comment ignorer que partout où des villes se sont dotées d'une police municipale, la police nationale s'est raréfiée ?

En réalité, cette réforme n'aboutira pas à un renforcement des forces de l'ordre, mais à une substitution progressive de la police nationale par une police municipale. C'est d'ailleurs ce qu'espère pouvoir faire le gouvernement partout en France, notamment pour des raisons budgétaires. À l'État la lutte contre le terrorisme et le grand banditisme, aux villes tout le reste, dont la délinquance. Enfin, plus inquiétant encore, la réglementation qui encadre la police municipale prévoit l'armement légal. La maire de Paris, par cette décision, ouvre donc la voie à plus d'armes dans nos rues avec tous les risques de dérapages que cela comporte.

Une autre voie était possible, celle qui recrée du lien et de la confiance entre les Parisien.ne.s et les agent.e.s de sécurité, rendu.e.s plus efficaces par une plus claire complémentarité avec la police nationale. C'est ce que nous continuerons à défendre !

GROUPE RADICAL DE GAUCHE, CENTRE ET INDÉPENDANTS

LAURENCE GOLDGRAB, PRÉSIDENTE DU GROUPE

Défi climatique : agir ensemble !

Les quatre dernières années ont été les plus chaudes de l'Humanité. Face à ce constat accablant, la réponse doit être globale. La protection de l'environnement ne doit pas concerner seulement les espaces reculés et faiblement peuplés, mais également l'ensemble des territoires urbanisés dont notre métropole, alors que les conséquences sont observables localement, comme nous le rappellent les pics de pollution ou encore la crue de la Seine.

La mobilisation de tous les acteurs est essentielle, des entreprises aux ménages. La communication ne peut à elle seule changer les comportements. Des politiques publiques doivent être mises en place pour permettre aux citoyens d'agir et les motiver à le faire. Paris, décidée à donner de la voix dans la négociation internationale, s'engage par de nombreuses mesures en ce sens : habitat, urbanisme, mobilité, biodiversité, etc. Les élus du groupe RGCI, conscients de ces enjeux, ont proposé des initiatives visant à créer des zones d'air dépollué dans les gares, ou encore en faveur d'un éclairage plus raisonné de nos rues.

Les pollutions ignorent les frontières : au-delà de l'échelle parisienne, il nous faut travailler avec les villes voisines en dehors des clivages politiques. À ce titre, le cadre métropolitain est pour nous le plus adapté car sans doute le plus efficient. La mise en place d'une conférence des parties métropolitaines sur le climat est, à nos yeux, essentielle.

Ce sursaut écologique doit aussi être citoyen. Il doit passer par un changement des pratiques quotidiennes. À la clé, des économies d'énergie et donc des économies sur ses factures, une meilleure qualité de vie dans son logement et dans sa rue. Ce sursaut est à l'œuvre, via les marches pour le climat, mais aussi les « vendredis verts » initiés par les lycéens. À nous de nous en saisir pour agir ensemble contre le réchauffement climatique.

> www.groupe-prgci-paris.com

> Twitter : @GroupeRGCI

TRIBUNES

**GROUPE LES PARISIENS PROGRESSISTES,
CONSTRUCTIFS ET INDÉPENDANTS**

PIERRE AURIACOMBE, PRÉSIDENT DU GROUPE

Un projet de police municipale bien tardif

Bien évidemment, le Groupe PPCI est favorable à la création d'une police municipale à Paris et soutient ce projet qui fait consensus auprès des Parisiens. Il convient de souligner que 82 % d'entre eux se déclarent favorables à la création de cette police municipale. Cependant, nous critiquons l'incohérence politique de la Maire de Paris, le timing choisi et le manque d'ambition de la réforme annoncée. Fidèle à elle-même, la Maire de Paris est entrée en campagne à la manière dont elle dirige la Ville depuis cinq ans : en usant du coup de com' permanent. Après la gratuité des transports en commun pour les enfants, la Maire de Paris a sorti de son chapeau une nouvelle annonce électorale : la création d'une police municipale. Il est tout d'abord amusant de constater que la Ville donne enfin raison à son opposition au Conseil de Paris, qui réclamait en vain la création d'une telle police depuis des années. Le Groupe PPCI a, quant à lui, porté cette demande depuis sa création.

Il est ensuite important de noter le timing de l'annonce. La Maire de Paris aura attendu la fin de son mandat pour annoncer la création d'une police municipale, acceptant ainsi de perdre cinq ans dans le seul but de se servir de cette annonce comme un tremplin électoral pour sa campagne de 2020.

Enfin, nous ne pouvons que regretter que la police municipale annoncée ne soit qu'un « ersatz » de police municipale. La Maire de Paris se contente de recycler les 3 200 agents de la DPSP, sans les doter d'armes létales, sans même les armer de pistolets à impulsion électrique. Bref, la Maire de Paris colle un bandeau « police municipale » sur les uniformes des agents de la brigade anti-incivilités, sans repenser leurs missions, sans réfléchir aux évolutions de la délinquance à Paris.

La police municipale à Paris mérite mieux qu'un énième coup de com' de la Maire, un débat tronqué et un projet *a minima*. Cela sera, à n'en pas douter, un des enjeux majeurs de la prochaine campagne municipale.

GROUPE DÉMOCRATES ET PROGRESSISTESJULIEN BARGETON, FADILA MEHAL, ANNE-CHRISTINE LANG,
THOMAS LAURET, DIDIER GUILLOT, MAO PENINOU

Les Parisiennes et Parisiens aiment le débat

La crise des Gilets jaunes qui traverse notre pays est l'expression de trente longues années d'inefficacité des politiques menées. Nous l'entendons. L'impatience est légitime, la manifester est un droit, mais aucune violence ne peut être tolérée. Les valeurs et les symboles de la République ne peuvent être souillés. Nous condamnons les actes antisémites, racistes, homophobes, le saccage des commerces et de l'espace public, ainsi que les violences contre les policiers et les élus de la part d'une frange radicale du mouvement.

Le président de la République, le Gouvernement et les élus En Marche travaillent depuis maintenant plus d'un an à la transformation profonde de notre pays et de son modèle pour permettre à chacun de s'épanouir dans la société et de vivre dignement. Les défis sont

grands. L'action engagée commence à porter ses fruits : le taux de chômage est à son plus bas niveau depuis 2009 ! Les lois sur l'entreprise, l'apprentissage, le logement, l'école, les mobilités ou les plans santé, pauvreté, étudiant produisent et produiront des résultats bénéfiques pour les Français. Face à la détresse, le Président a décrété l'état d'urgence économique et sociale et a annoncé de nombreuses mesures d'urgence pour le pouvoir d'achat ainsi que le lancement d'un Grand Débat national autour de la transition écologique, de la fiscalité, de la démocratie et de l'organisation des services publics.

Depuis toujours, Paris a été le centre de débats animés (pensons à la Révolution française, la Commune ou Mai-68). Les Parisiens portent en eux cette culture de la contradiction. Dès lors, saisissons-nous ensemble du Grand Débat. Nous invitons chaque citoyen parisien à y participer jusqu'au 15 mars pour y faire entendre sa voix et apporter ses solutions. En ligne ou en mairie d'arrondissement, plusieurs moyens sont déployés : des cahiers de doléances, des débats organisés, des initiatives citoyennes et locales... Ensemble, débattons !

> Twitter : @DemProgParis

> <https://granddebat.fr>**GROUPE GÉNÉRATION-S**

LÉA FILOCHE, PRÉSIDENTE DU GROUPE

Clarifier, coordonner, renforcer les services publics

Les Parisien-ne-s sont un peu perdu-e-s... Qui fait quoi ? Quand ? Par exemple, aujourd'hui, les droits de terrasses sont gérés par la Ville ; les nuisances liées à la musique amplifiées, la préfecture de police, le bruit des cuisines, c'est... la Ville ; les gens qui crient dans la rue, c'est... la Ville et la préfecture de police, et si jamais ils ou elles jettent un mégot, c'est la Ville. Tout cela est loin d'être clair ! Or, en termes de régulation de la tranquillité de l'espace public, les Parisien-ne-s veulent pouvoir savoir à qui s'adresser.

Que ce soit dans l'audit commandé par la Ville de Paris, le sondage auprès des Parisien-ne-s, ou même notre expérience, nous avons besoin à la fois de plus d'agents de la Ville dans nos arrondissements, mais aussi de forces de l'ordre.

La majorité de ces problématiques relève principalement de missions de pédagogie, prévention et médiation, responsabilités de la Ville. Pour le reste, c'est du ressort de la police nationale. Même si la répartition des rôles et compétences de chacun-e doit être peaufinée, la création d'une police municipale parisienne n'est pas nécessaire. Ville-capitale, dense, touristique, Paris accueille de nombreux événements qui vont au-delà de ses responsabilités. Elle ne peut, seule, assumer le désengagement croissant de l'État en matière de sécurité. Nous proposons, entre autres, de réfléchir à ce que notre propre organisation interne soit clarifiée, améliorée, renforcée, ainsi que de largement communiquer sur les compétences et l'organisation de chacun-e sur Paris, et d'interpeller l'État, avec d'autres collectivités, pour la création d'une police de proximité, relevant de l'État, mais coordonnée au plus près des maires.

La sécurité est un droit, partout. Nous continuerons donc à nous mobiliser pour qu'elle relève de missions de l'État. La police municipale est un palliatif à un État qui se désengage, de la santé à la justice, de la sécurité. C'est pourquoi nous restons opposés à sa création, mais souhaitons pouvoir travailler à ce que le service public municipal soit le meilleur possible.

> Retrouvez-nous sur www.generation-s-paris.fr